



Concertation publique préalable à la révision de la SNBC en ligne du 13 novembre au 17 décembre 2017

Sélection d'éléments remarquables issus des réponses

Édition du 27 mars 2018

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/strategie-nationale-bas-carbone>

Sommaire

I. Sélection d'éléments remarquables pour le secteur transports	3
II. Sélection d'éléments remarquables pour le secteur bâtiments	7
III. Sélection d'éléments remarquables pour le secteur alimentation – agriculture	10
IV. Sélection d'éléments remarquables pour le secteur forêt – bois – biomasse	13
V. Sélection d'éléments remarquables pour le secteur industrie – déchets	14
VI. Sélection d'éléments remarquables pour l'éducation – sensibilisation	17
VII. Sélection d'éléments remarquables pour la SNBC	17

I. Sélection d'éléments remarquables pour le secteur transports

1. Maîtriser la mobilité des passagers et des marchandises

Idée la plus partagée : **Instaurer un droit au télétravail pour tous** (900 occurrences)

Quelques idées ponctuelles :

- **Implanter des conciergeries sur les lieux de travail**¹
- **Assouplir le télétravail dans son utilisation, par exemple en fonction de la météo**
- **Soumettre la même réglementation aux poids lourds français et étrangers traversant le territoire**

Limitier les déplacements liés à la vie professionnelle

Les idées les plus fréquentes mettent en avant le *télétravail* pouvant être encouragé avec des **primes pour l'entreprise** (400 occurrences), ainsi que la *distance et la fréquence des déplacements domicile/travail*, que beaucoup d'internautes suggèrent de réduire en encadrant le **prix des logements en centre-ville** (350 occurrences) et en implantant plus d'espaces de co-working en zones rurales. Pour limiter les *déplacements professionnels*, des incitations à privilégier les réunions par téléphone ou visioconférences sont proposées.

¹ Idée insolite: *implanter des conciergeries sur les lieux de travail*

Ce dispositif est proposé par les internautes dans le but de réduire les déplacements des salariés liés à divers services. Ils imaginent par exemple des conciergeries proposant un point relais de livraison de produits frais, un service de pressing et de repassage, ou encore une aide aux démarches administratives.

Limitier les déplacements liés aux produits de consommation

De nombreux internautes suggèrent que les *petits commerces de proximité* soient davantage développés en zone rurale (450 occurrences) et en centre-villes. Pour ceci, beaucoup d'entre eux conseillent de freiner le développement des centres commerciaux péri-urbains, de réhabiliter les centre-villes, et d'inciter les commerces à proposer des prix d'achat attractifs en centre-ville. Ils proposent de repenser les villes en petits quartiers-villages, avec une mixité d'activités dans les quartiers résidentiels. Une alternative soulevée serait de *développer le commerce en ligne* avec des trajets de livraison optimisés, voire une livraison gratuite à domicile. Pour diminuer le *transport de marchandises*, sont cités une taxe selon la distance parcourue par les produits de consommation et la nécessité d'un meilleur accès aux produits bas-carbone, notamment issus de filières locales.

2. Renforcer l'efficacité énergétique des véhicules

Idée la plus partagée : **Augmenter les bonus et malus écologiques** (70 occurrences)

Idée ponctuelle : **Développer la récupération d'énergie de freinage**

Une majorité de répondants suggèrent d'imposer réglementairement une baisse progressive de la *consommation énergétique* des véhicules, notamment par un encadrement du poids des véhicules, et de mettre en place une vignette annuelle sur les véhicules selon leur consommation

3. Améliorer l'utilisation des véhicules et réseaux existants

Idée la plus partagée : **Développer l'offre de covoiturage (trajets et horaires)** (700 occurrences)

Quelques idées ponctuelles :

- **Développer une plateforme de covoiturage nationale gérée par l'État**
- **Centraliser les plateformes d'autopartage, de transports en commun et de covoiturage**
- **Développer des applications de géolocalisation de mise en contact de personnes effectuant un même trajet**
- **Étendre l'autopartage à de la location longue durée notamment le week-end**
- **Permettre une déduction fiscale pour les trajets effectués en covoiturage**
- **Autoriser les véhicules d'auto-école à transporter des auto-stoppeurs**

C'est en cours :

Développer l'offre de covoiturage en zones rurales et sur courtes distances est l'une des conclusions des Assises de la Mobilité de 2017

Développer l'autopartage et le covoiturage

Le concept d'autopartage apparaît insuffisamment connu de beaucoup d'internautes : une **amélioration de l'information** et la possibilité de périodes d'essai sont souvent demandées. Au regard des réponses, les actions pour *développer le covoiturage* devraient se concentrer sur une amplification de l'offre, notamment sur les **trajets de courte distance** (domicile/travail ou établissement scolaire), via notamment des bonus/prime en entreprise. D'autres demandes moins fréquentes se sont démarquées dans les réponses, notamment une multiplication et meilleure desserte des aires de covoiturage par les transports en commun, ainsi qu'une meilleure information sur la sécurité en covoiturage. Certains internautes proposent de rendre gratuites les plateformes de covoiturage et de les adapter à tout le territoire, y compris aux zones rurales.

4. Développer l'utilisation des transports bas-carbone

Idées les plus partagées :

- **Rendre le prix du train et des véhicules électriques plus accessible** (6 000 occurrences)
- **Augmenter les taxes sur l'essence, le diesel et les transports polluants** (2 100 occurrences)

Idées ponctuelles :

- **Techniques** : Développer les systèmes de récupération d'énergie de freinage, les bus-tramways à rails virtuels, les véhicules électro-solaires à énergie positive
- **Réglementaires** : modifier la réglementation associant obligatoirement une à deux places de parking aux nouveaux logements urbains, autoriser le cumul de subventions des trajets domicile-travail en transports en commun et à vélo, et rendre obligatoire la réalisation de pistes cyclables adossées aux nouvelles routes
- **Accompagnement** : promouvoir une standardisation internationale des batteries électriques, inciter les mairies à privilégier les vélos aux tablettes ou ordinateurs dans les cadeaux faits aux élèves, inciter à la location de sièges bébé dans les gares, et encourager les professionnels à consigner les batteries électriques
- **Planification** : généraliser la formule parking gratuit avec ticket de transport en commun, développer la location de vélos «cargos» adaptés au transport des courses, moderniser les gares de marchandises
- **Communication** : diffusion hebdomadaire d'un **spot info court** à la télévision sur une heure de grande écoute sur l'ensemble des problématiques du coût carbone des transports

C'est en cours :

- **Améliorer l'autonomie des véhicules électriques** (1100 occurrences), l'industrie intensifie la recherche et développement sur ce thème et obtient des résultats prometteurs
- **Taxer les véhicules polluants notamment en ville**, la taxe carbone existante y contribue, et l'une des conclusions des Assises de la Mobilité concerne la simplification du cadre législatif des péages urbains-**Aider financièrement l'achat et l'usage de véhicules bas-carbone**, déjà amorcé par de nombreux mécanismes en place ou en cours d'amélioration, comme les primes à la conversion, les subventions à l'achat des vélos à assistance électrique...
- **Sécuriser les voies cyclables et faciliter l'usage du vélo (améliorer la qualité des voies et le stockage du vélo avec des parkings sécurisés, augmenter le nombre de pistes cyclables)**, en ligne avec les conclusions des Assises de la Mobilité, qui recommandent de nombreuses mesures pour relever la part du vélo, dont : un meilleur partage de la voirie, l'obligation pour les villes au-delà d'un certain seuil d'habitants de créer des itinéraires continus et sécurisés, et l'accompagnement du développement des offres de «free floating»
- **Développer des garanties d'avantages pour les véhicules propres, comme l'accès exclusif à certaines zones**, demande recommandée dans les conclusions des Assises de la Mobilité
- **Augmenter le nombre d'équipements de recharge des véhicules électriques**, mesure favorisée entre autres par le Programme des Investissements d'Avenir et explicitée lors des Assises de la Mobilité
- **Mettre en place des autoroutes électrifiées**, en cours d'expérimentation

Sanctionner les véhicules polluants

L'idée de *taxer davantage le gas-oil, l'essence et les véhicules polluants* a beaucoup été mise en avant par les internautes. Des taxes plus spécifiques sont citées concernant : les *publicités de véhicules polluants* (200 occurrences), les voyages en avion, et enfin le stationnement en ville en parallèle de la création de nouveaux parkings gratuits à l'entrée des villes. Au niveau réglementaire, il est notamment proposé de restreindre voire interdire l'utilisation de voitures diesel ou essence, *limiter la circulation* des véhicules motorisés en zone urbaine ou l'interdire en zone piétonne, notamment en donnant aux collectivités locales la possibilité d'interdire les centre-villes aux véhicules sauf taxi et bus, interdire la circulation des poids lourds pour les trajets où des alternatives de ferroutage existent, instaurer des quotas de consommation de carburant individuels non cessibles avec bonus/malus, et interdire les publicités de véhicules polluants pour éviter qu'ils soient mis en avant.

Démocratiser les véhicules bas-carbone

Technique. Des progrès techniques sont fortement attendus par de nombreux internautes sur les véhicules bas-carbone. Ils concernent *l'autonomie*, la durée de vie, la durée de recharge, et le développement des technologies : batteries sans lithium, véhicules à hydrogène, véhicules solaires, et technologies de conversion des véhicules thermiques en hybrides ou électriques.

Autres. Outre ces aspects techniques, certains internautes soulignent la nécessité d'instituer un cadre réglementaire sur les prix des véhicules afin que les aides financières n'entraînent pas d'augmentation artificielle des prix via un effet d'aubaine pour les acteurs du marché. D'autres mécanismes sont cités par les répondants, comme la *diversification de l'offre* (familiale, low-cost), la création d'un *parc de véhicules électriques dédiés à l'autopartage*, ou encore la possibilité de tester les véhicules électriques sur des courtes périodes.

Informer et former sur les transports bas-carbone

Améliorer l'*information sur les transports bas-carbone* est une demande très fréquente dans les réponses, en particulier concernant le **recyclage des batteries et la provenance de l'électricité nécessaire** aux véhicules électriques (800 occurrences, crainte exprimée de ne pas pouvoir arrêter la production d'électricité nucléaire si les véhicules sont électrifiés), l'impact du gas-oil sur la santé, les coûts économique et écologique des véhicules particuliers, les réseaux de transports en commun, notamment en Europe, les aides et de réductions/forfaits existants, et enfin les bienfaits de la marche et du vélo. Afin de pouvoir comparer les coûts écologiques du rachat d'une nouvelle voiture électrique à l'amortissement un véhicule existant, les internautes ont fréquemment suggéré de mieux informer sur les **bilans carbone et environnementaux** des différents types de véhicules (400 occurrences). Le besoin de *formation* mis en avant concerne l'apprentissage du vélo et de sa réparation à l'école, de même que la conduite et l'entretien des véhicules bas-carbone et la meilleure prise en compte des cyclistes lors de l'apprentissage de la conduite.

Développer les alternatives à la voiture individuelle

Train & transports en commun. Les demandes principales concernent le train et les transports en commun : il s'agit de *baisser leurs tarifs* (par exemple via la régulation ou l'application de tarifs réduits sur critères sociaux), *conserver et améliorer la desserte ferroviaire et les réseaux de bus* (1 500 occurrences) en zone rurale et périurbaine, notamment la nuit, et proposer des mesures pour pallier au manque de confort en période de pointe. Certains répondants proposent la gratuité des transports en commun en ville pour tous ou sur critères sociaux. Enfin, un point fréquent concerne l'amélioration de l'*intermodalité* auto-train, via une augmentation du nombre de parkings gratuits ou à moindre coût à proximité des gares.

Vélo & marche. Deux nécessités ressortent fréquemment : *sécuriser* les voies et *faciliter* l'usage du vélo, afin de rendre son usage aussi plaisant que la conduite et la possession d'une voiture individuelle. Pour la sécurité, des internautes proposent par exemple d'imposer la priorité au vélo dans les villes, de mettre en place une réglementation pour la construction des nouvelles pistes cyclables, et d'intensifier les verbalisations des infractions commises en véhicule en ville, notamment les stationnements dangereux pour les piétons et cyclistes. Pour rendre l'usage du vélo plus pratique, certains répondants conseillent l'amélioration de l'intermodalité vélo-transports en commun, par exemple en autorisant et facilitant l'accueil des vélos dans les transports en commun. Enfin, pour favoriser la marche dans les déplacements domicile/établissement scolaire, le développement du pédibus est notamment suggéré.

Aides financières. Des aides à l'usage de transports bas-carbone sont massivement demandées par les répondants, sous la forme de réductions sur les factures énergétiques ou fiscales, ainsi qu'une *baisse des prix* des coûts de réparation de vélos.

5. Autres remarques des internautes

De nombreux internautes expriment le sentiment d'une perte de liberté face aux réglementations croissantes sur les transports. D'autre part, une demande de comportement exemplaire des personnalités (élus, sportifs...) quant aux transports ressort.

II. Sélection d'éléments remarquables pour le secteur bâtiments

1. Maîtriser la demande en énergie liée à l'usage des bâtiments

Idée la plus partagée : **Interdire les veilles des appareils électriques** (400 occurrences)

Quelques idées ponctuelles:

- Lancer des projets de concours destinés aux entreprises pour le meilleur plan de réduction des consommations dans le cadre professionnel avec aides incitatives
- Introduire une journée nationale « Je vide ma boîte mail », ou « Opération économies d'énergie nationales » avec ateliers concrets

C'est en cours :

Individualiser les compteurs pour le chauffage, les compteurs individuels sont cours d'installation, ils ont été rendus obligatoires par la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte de 2015

Réduire les consommations d'énergie dans les bâtiments

Réglementation. De nombreux répondants suggèrent d'*interdire les panneaux publicitaires lumineux* (350 occurrences) et les portes ouvertes en hiver dans les magasins et bâtiments publics. Une demande d'intégration systématique de fonction d'extinction automatique des appareils électriques ressort également.

Taxes. Une idée largement partagée est la nécessité d'augmenter les *taxes sur la consommation d'énergie* (300 occurrences) par exemple sur l'électroménager non A+++, ou en définissant des besoins normaux de consommation d'énergie pour chaque classe de logement et en fonction du nombre d'habitants, permettant de taxer les foyers dépassant ces besoins, et de donner une prime aux foyers consommant peu.

Équipements. La *domotique* (400 occurrences) est pointée par les internautes comme un domaine technologique à développer, ainsi que les appareils ne consommant pas à l'arrêt. Pour démocratiser l'achat de produits basse consommation, de nombreux répondants suggèrent de rendre leurs prix plus faibles et de lutter contre l'obsolescence programmée des appareils pour améliorer la confiance en la qualité des produits. Au niveau de l'usage, certains internautes proposent de favoriser la transmission de consignes pour une utilisation écologique à l'achat d'un appareil électroménager, et d'encourager les distributeurs d'énergie à proposer à leurs abonnés des applications mobiles ou internet permettant le suivi en temps réel de leurs consommations.

Information. Un besoin de communication se manifeste sur les manières d'économiser l'énergie. Les moyens suggérés pour y pallier sont les réseaux sociaux et l'école, en utilisant des chiffres concrets.

2. Renforcer l'efficacité énergétique des nouvelles constructions

Idée la plus partagée : **Favoriser l'habitat collectif et semi-collectif** (230 occurrences)

Quelques idées ponctuelles :

- Favoriser le développement du bio-ciment¹
- Urbaniser de manière à réduire l'impact du vent sur les besoins en chauffage
- Encourager la construction de bâtiments collectifs et individuels neufs avec une orientation sud
- Créer un « droit au soleil » dans les règles d'urbanisme pour que chaque logement puisse bénéficier du rayonnement solaire comme chauffage

¹ Bio-ciment : alternative biosourcée (à base de bactéries et d'urée) au ciment minéral dont la production est très émettrice de gaz à effet de serre

Les internautes proposent majoritairement une modification de la *réglementation des nouvelles constructions*, notamment par l'interdiction du « tout-béton » (200 occurrences), et d'inciter le secteur privé à développer des constructions écologiques (200 occurrences). Deux profils de répondants apparaissent sur ce thème : des habitants de logements collectifs souhaiteraient voir imposées des normes plus strictes et stables d'isolation et de construction, tandis que des propriétaires proposent plutôt de favoriser l'architecture bioclimatique par l'assouplissement des permis de construire et des plans d'urbanisme. Enfin, certains internautes suggèrent que chaque dépôt de demande de permis de construire soit étudié par un expert en économie d'énergie.

3. Développer les matériaux de construction peu carbonés

Idée la plus partagée : **Rendre les prix des matériaux bas-carbone plus accessibles** (2 800 occurrences)

Quelques idées ponctuelles :

- **Obliger les constructeurs à récupérer les matériaux réutilisables sur les chantiers**
- **Alléger les taxes sur les bâtiments HQE**
- **Encourager les agences immobilières à promouvoir les matériaux de construction peu carbonés**
- **Empêcher l'interdiction de maisons en bois en ville**

Les internautes proposent principalement de faire *baisser le prix des matériaux de constructions peu carbonés*, notamment via des crédits d'impôts, des primes ou une TVA à 5,5 %. Afin de lutter contre la mauvaise image soulevée par beaucoup de répondants des matériaux bas-carbone (qualité...), nombre d'entre eux suggèrent que le choix des matériaux soit guidé par plus d'*information* sur leur fiabilité et leur performance (780 occurrences), ainsi que sur les aides existantes à l'utilisation de ces matériaux. En parallèle, des besoins de *formation* à l'utilisation de ces matériaux de construction pour les artisans sont cités, mais également pour les particuliers réalisant eux-mêmes leurs travaux. En complément, certains répondants proposent de contraindre les aménageurs et particuliers initiant des nouvelles constructions à utiliser un certain pourcentage de matériaux biosourcés. Enfin, lutter contre les *groupes d'intérêts* est une demande qui ressort dans les réponses, les lobbies étant perçus comme frein au développement des éco-constructions : certaines réponses suggèrent de favoriser les éco-constructeurs via des critères d'attribution des marchés davantage orientés vers l'environnement que l'économie.

4. Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et systèmes existants

Idée la plus partagée : **Faire baisser le coût de la rénovation énergétique** (1 470 occurrences)

Quelques idées ponctuelles :

- **Végétaliser l'extérieur des bâtiments**
- **Plafonner les aides pour éviter les abus, définir une surface habitable maximale par personne**
- **Conditionner les aides municipales au ravalement de façade à une rénovation énergétique simultanée, obliger toutes les copropriétés à faire un devis de rénovation énergétique lors du ravalement de façade**
- **Mettre en commun les réseaux de chaleur urbains**

C'est en cours :

- **Aider à la rénovation des bâtiments anciens et très énergivores**, mesure prévue dans le Plan Climat, qui vise la fin des passoires thermiques en dix ans
- **Passer d'obligation de moyens à obligation de résultats dans le secteur du bâtiment**, vision partagée dans la constitution de la future Réglementation Thermique 2020, et le label E+C- en cours d'expérimentation

Accélérer la rénovation énergétique

Le principal levier mis en avant par la concertation est *économique* et plusieurs mesures sont proposées afin de *contraindre la rénovation énergétique*, considérée nécessaire par de nombreux locataires qui signalent une réticence des propriétaires à effectuer les travaux de rénovation, qu'une grande partie des propriétaires justifient par une crainte des conséquences néfastes (durée, perte de surface habitable), et un manque de confiance envers les prestataires. Ainsi, des locataires proposent de mettre en place des malus pour les propriétaires et des obligations à prendre en charge une partie des dépenses énergétiques des locataires. En complément, beaucoup d'internautes demandent des **aides financières**, par exemple sous la forme d'exonération d'impôts, notamment pour les propriétaires réalisant eux-mêmes les travaux, et des avantages fiscaux privilégiant la rénovation à la construction. En parallèle, des propriétaires proposent la mise en place de diagnostics gratuits par un expert public neutre, et de simplifier la réglementation pour l'isolation extérieure et les démarches administratives. D'autres supports d'*aide à la décision* sont cités, comme des outils pédagogiques renseignant sur les gains potentiels par simulation de travaux énergétiques sur logiciel.

Informier et former sur la rénovation énergétique

Plus d'*information* est massivement sollicitée par les répondants sur les aspects financiers et les mesures existantes pour améliorer l'efficacité thermique des bâtiments. La complexité des démarches à suivre et une incompréhension des prix pratiqués ressortent dans les réponses. Par conséquent, des internautes plébiscitent une simplification des lois et une réglementation des systèmes de devis. D'autre part, des propriétaires souhaitent avoir accès à une *formation* pour réaliser eux-mêmes les travaux, éventuellement accompagnés d'un assistant. Enfin, une meilleure qualification des artisans est vivement souhaitée.

5. Développer les énergies renouvelables dans les bâtiments

Idée la plus partagée : **Promouvoir les constructions autonomes en énergie** (310 occurrences)

Quelques idées ponctuelles :

- **Subventionner la fabrication française des panneaux solaires et photovoltaïques**
- **Conditionner les aides municipales au ravalement de façade à la réalisation d'une isolation thermique**
- **Utiliser la chaleur des eaux usées pour faire fonctionner les pompes à chaleur**

Un besoin de développer les technologies nécessaires à l'*autonomie des bâtiments* est mis en avant. Certains répondants suggèrent de simplifier les démarches administratives pour la production d'énergie renouvelable par les particuliers. D'autres internautes promeuvent de nouvelles réglementations comme l'interdiction des combustibles les plus carbonés et polluants. Enfin, certains proposent de recouvrir les bâtiments publics de panneaux photovoltaïques, et de favoriser le développement de chaleur propre (biomasse, géothermie, puits canadien, les systèmes de ventilation d'air VMC double flux...).

6. Autres remarques des internautes

Une *demande d'exemplarité du secteur public* ressort, dans le but de tester des solutions et créer le débat (140 occurrences). Le nouveau Plan de Rénovation Énergétique des Bâtiments prendra en compte des mesures pour rénover le parc du secteur public. D'autre part, pour pouvoir adapter leur logement à des changements de situation, certains internautes proposent de réduire le coût d'un déménagement en diminuant les impôts sur les ventes et achats de logement.

III. Sélection d'éléments remarquables pour le secteur alimentation – agriculture

1. Réduire les émissions de protoxyde d'azote en grande culture

Idée la plus partagée : **Encourager et financer le passage à l'agriculture biologique** (2 700 occurrences)

Quelques idées ponctuelles :

- **Rendre les rotations avec légumineuses obligatoire pour tous les agriculteurs**
- **Permettre le libre-échange des graines et légumineuses pour les agriculteurs**

C'est en cours :

- **Durcir la réglementation sur les engrais minéraux et limiter les produits phytosanitaires**, démarche engagée au niveau européen et national, notamment par le plan ECOPHYTO
- **Récupérer l'azote dans les stations de traitement des eaux et dans les effluents d'élevage pour l'utiliser comme fertilisant**, valorisation mise en avant dans la stratégie bio-économie pour la France
- **Interdire la mise à nu des sols pendant l'hiver en obligeant une culture sur champ ou en jachère, afin de favoriser la biodiversité, éviter l'érosion des sols et le ruissellement**, mesure implémentée par la Directive Nitrates européenne de 2015
- **Encourager l'agriculture biologique**, objet d'une recommandation issue des États Généraux de l'Alimentation menés du 20 juillet au 30 novembre 2017 concernant le soutien des systèmes de production biologiques

Afin d'assurer aux producteurs locaux et biologiques une activité pérenne, les internautes suggèrent massivement d'augmenter les *aides financières* (500 occurrences), notamment en faveur de la certification AB et pour atténuer les risques du passage à l'agriculture biologique. D'autre part, de nombreux répondants sont demandeurs d'une *légalisation plus sévère* sur les engrais minéraux (340 occurrences), et certains souhaitent que mette en place un signal prix pour diminuer leur utilisation. Certains internautes proposent d'encourager les pratiques agricoles en association (légumineuses et céréales), et la diversification des pratiques (polyculture et élevage pour favoriser les amendements organiques). Enfin, une forte demande de développement des cultures de *légumineuses* est observée, notamment par le biais d'une popularisation de leur consommation via la diffusion de recettes, davantage d'emploi en restaurants scolaires, en ateliers cuisine et dans les formations de cuisine, et par des subventions pour les rotations longues incluant les légumineuses.

2. Améliorer le bilan d'émissions de gaz à effet de serre de l'élevage

Idée la plus partagée : **Diminuer la consommation de viande bovine pour en limiter l'élevage** (1 700 occ.)

Quelques idées ponctuelles :

- **Créer un label qui témoignerait d'un élevage bas-carbone prenant en compte l'alimentation animale et la valorisation des déjections**
- **Promouvoir l'élevage d'insectes**

La méthanisation est mise en avant par plusieurs internautes comme levier important à développer pour la *valorisation énergétique* des effluents d'élevage, via notamment une meilleure information sur ses avantages auprès des éleveurs et l'obligation d'installations de méthanisation dans les grandes exploitations.

3. Augmenter les stocks de carbone dans les sols et écosystèmes

Idée la plus partagée : **Modifier les plans locaux d'urbanisme pour limiter l'artificialisation des sols** (450 occurrences)

Idée ponctuelle : **Concrétiser le projet de stockage de carbone dans les sols « 4 pour 1000 »**

Artificialisation des sols. Selon beaucoup d'internautes, elle devrait être davantage *taxée* (250 occurrences) et régulée, en particulier en limitant le développement des zones d'aménagement concerté et ainsi l'extension urbaine. Certains proposent aussi de favoriser les constructions multi-usages et réversibles, ainsi que l'urbanisme vertical et la *végétalisation urbaine*, notamment en imposant un pourcentage de « zones vertes » en ville.

Adapter l'agriculture. Les répondants proposent principalement d'*encourager les collectivités à valoriser la permaculture* (340 occurrences) et de *rediriger massivement les subventions* favorisant l'exploitation de monocultures vers l'agroécologie (188 occurrences). Certains proposent également de développer l'*agriculture urbaine*. Parallèlement, certains internautes suggèrent de rendre obligatoire les haies entre parcelles agricoles, de limiter le travail du sol via une réglementation durcie sur le labour, et enfin d'intégrer une adaptation au changement climatique dans la conception agronomique.

4. Prendre en compte les enjeux liés à l'alimentation

Idée la plus partagée : **Prendre des mesures réglementaires pour éviter le gaspillage alimentaire** (1200 occ)

Quelques idées ponctuelles :

- **Rendre obligatoire l'affichage des dates limites de consommation pour les aliments vendus sur internet**
- **Créer un diplôme de cuisine végétarienne**

C'est en cours :

- **Prendre des mesures réglementaires pour éviter le gaspillage par l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire en utilisant ces denrées à des fins de consommation ou pour l'alimentation animale, ou encore à des fins énergétiques.** La loi anti gaspillage n° 2016-138 porte sur ces propositions.
- **Supprimer les DLUO (Date Limite d'Utilisation Optimale) au profit des DLC (Date Limite à la Consommation),** mesure en vigueur depuis le Pacte National de Lutte Contre le Gaspillage Alimentaire (les DLUO sont remplacés par la mention « À consommer de préférence avant »)
- **Réviser le plan national nutrition santé pour favoriser la diminution de la consommation de viande et produits laitiers,** direction prise par le nouveau plan national nutrition santé 2017 – 2021
- **Établir un étiquetage fiable et compréhensif sur la provenance des aliments dans les produits transformés ainsi que sur leur empreinte carbone,** l'affichage environnemental étant au stade expérimental à échelle européenne (démarche PEF : empreinte environnementale des produits, expérimentations lancées en 2013) et nationale (expérimentations en 2011-2012)

Réduire les déchets issus de l'alimentation

Pour réduire les emballages, de nombreux internautes considèrent nécessaire de *développer la vente en vrac* (920 occurrences). Plusieurs mesures réglementaires sont également proposées: rendre le compostage obligatoire dans les foyers et dans la restauration et rendre obligatoire la possibilité de doggy-bags dans tous les restaurants. Beaucoup d'internautes plébiscitent également de supprimer la publicité pour les produits transformés et sur-emballés trop gras, trop sucrés ou trop salés (330 occurrences).

Favoriser la consommation d'aliments bas-carbone

Une forte demande de *régulation de la vente de fruits et légumes frais hors saison ou non locaux* ressort dans les réponses (590 occurrences), par exemple en obligeant la grande distribution à se fournir auprès de producteurs locaux directement. Le secteur de la restauration a également été identifié comme un levier par plusieurs internautes, qui suggèrent d'augmenter l'intégration de produits biologiques, locaux et de saison et d'options végétariennes, notamment dans les restaurants collectifs.

Informier et former sur les aliments bas-carbone

Deux idées ressortent dans les réponses sur cette thématique : *encourager des initiatives citoyennes de pédagogie* sur les habitudes alimentaires et la cuisine anti-gaspillage (980 occurrences), et continuer de *communiquer sur la nécessité de choisir des fruits et légumes de saison* (600 occurrences). En parallèle, certains répondants suggèrent de clarifier la communication sur les recommandations nutritionnelles sur les produits carnés et de dispenser des cours de cuisine économique et écologique dans les milieux scolaires et professionnels.

IV. Sélection d'éléments remarquables pour le secteur forêt – bois – biomasse

1. Dynamiser la gestion forestière

Idée la plus partagée : **Encourager la réimplantation d'arbres sur les domaines privés et publics**
(300 occurrences)

Quelques idées ponctuelles :

- **Faire participer financièrement les entreprises émettrices de carbone aux investissements forestiers grâce à un compte d'affectation spécial**
- **Organiser des séances de reboisement pour les élèves, dans l'objectif de les sensibiliser**
- **Développer une application permettant de recenser les arbres en forêt tout en apprenant à les identifier, pour alimenter les bases de données de l'Organisation Nationale des Forêts (ONF)**

C'est en cours :

Augmenter le volume de bois récolté, mesure planifiée par le Plan National Bois Forêt de 2016

Plusieurs visions apparaissent sur cette thématique, la forêt étant perçue comme un outil contribuant à l'économie bio-sourcée, ou comme un lieu « à sanctuariser » pour préserver les bois anciens et fournir des lieux de loisirs aux populations urbaines. Ainsi, quant à l'exploitation forestière, une quarantaine de répondants suggère de l'intensifier, et 100 répondants dont une majorité d'étudiants proposent de la limiter ainsi que de favoriser le vieillissement naturel des forêts, bénéfique pour la biodiversité. Enfin, certains internautes proposent de favoriser les peuplements mélangés.

2. Développer les filières d'utilisation du bois et de la biomasse agricole

Idée la plus partagée : **Valoriser la ressource nationale bois, augmenter son approvisionnement et promouvoir ses divers usages** (200 occurrences)

Quelques idées ponctuelles :

- **Réviser la RT 2012 en intégrant le bois et ses performances isolantes**
- **Obliger les collectivités qui ont des chaudières à se fournir en bois local**
- **Interdire l'importation des bois de forêts tropicales et boréales**
- **Réaliser des programmes de rencontre citoyens/ONF pour sensibiliser la population à la forêt, à son exploitation et aux utilisations possibles du bois**
- **Créer un système similaire aux AMAP (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) pour s'approvisionner en bois provenant de forêts gérées durablement**
- **Accompagner la création d'entreprises en rapport avec la filière bois**

Certains internautes proposent de privilégier les filières bois locales et de promouvoir le bois certifié. Quant à la biomasse agricole, certains suggèrent de recréer des bocages ou des espaces alternant champs et bois, et de développer des systèmes de chauffage utilisant les déchets d'espaces verts.

V. Sélection d'éléments remarquables pour le secteur industrie – déchets

1. Maîtriser la demande en énergie de l'industrie

Idée la plus partagée : **Obliger toutes les sociétés industrielles à avoir un système de management de l'énergie (140 occurrences)**

Quelques idées ponctuelles :

- Valoriser la chaleur fatale des industries par les réseaux de chaleur
- Valoriser sous forme énergétique les déchets ultimes des stations d'épuration : inciter par des subventions, un accompagnement, des appels à projets d'aménagement durable

2. Maîtriser la demande en matière de l'industrie

Idée la plus partagée : **Vérifier par des contrôles et enquêtes que les entreprises ne pratiquent pas l'obsolescence programmée (1 600 occurrences)**

Quelques idées ponctuelles :

- Communiquer davantage et organiser des concours autour du surcyclage²
- Obliger les industriels à afficher sur les produits la quantité de déchets générée par leur production
- Sanctionner les entreprises qui ne mettent pas en œuvre de démarches d'économie circulaire
- Proposer des visites de centres de recyclage pour sensibiliser et former au recyclage
- Généraliser les garanties sur les produits d'occasion

C'est en place :

- Interdire les étiquettes énergétiques trompeuses, déjà en vigueur selon le Décret n° 2011-1479 du 9 novembre 2011 relatif à l'étiquetage énergétique des produits liés à l'énergie
- Interdire l'obsolescence programmée, en vigueur depuis 2016 par l'article L441-2 du Code de la Consommation

Allonger la durée de vie des produits notamment par la réparation

Réparation. De nombreux internautes proposent de *faire baisser le prix de la réparation* (600 occurrences) et d'imposer aux constructeurs de *faciliter le démontage et la réparation* des produits (720 occurrences). De plus, les répondants citent plusieurs leviers pour démocratiser la réparation, comme le développement d'un label « réparabilité » pour les produits, l'augmentation du nombre de boutiques de réparation et de produits d'occasion, ainsi que le développement des aides financières sous forme de subventions aux métiers et ateliers de réparation et de défiscalisation des réparations et produits recyclés.

Développer des garanties. Une demande de garanties sur les produits ressort dans les réponses, notamment sur les garanties constructeurs des appareils d'électroménager que beaucoup d'internautes demandent d'allonger. Le levier réglementaire est également massivement proposé pour obliger les entreprises à produire des produits à la durée de vie plus longue via la création d'une charte et des contrôles réguliers de la qualité des produits.

2 Surcyclage : traduction du terme anglais *upcycling*, qui définit une pratique particulière de recyclage par laquelle le produit finalement obtenu est d'une valeur ou utilité considérée comme supérieure à celle du produit initial

Informer et former sur la durabilité des produits

Les internautes mettent en avant la nécessité d'obliger les fabricants à afficher sur l'*étiquette de chaque produit* d'une part le « temps moyen entre pannes » (MTBF - Mean Time Between Failure) avec un contrôle préalable, et d'autre part la disponibilité des pièces de rechange pour les produits électroniques. De plus, de nombreux répondants sont demandeurs d'une meilleure visibilité et *communication*. Les besoins d'information cités concernent les filières de réparations (dans les magasins notamment), le recyclage, l'aspect écologique de l'achat d'occasion, les recycleries et associations locales, notamment celles revendant des produits d'occasion et les sites internet de don et d'échange, ainsi que le devenir des déchets déposés en déchetteries et en centres de tri. Certains proposent d'afficher sur les produits un prix relatif à une durée (coût au mois) ou à un nombre d'utilisations afin de mettre en avant l'avantage économique au long terme de l'achat de produits à longue durée de vie. Enfin, une demande de *formation* des vendeurs ressort dans les réponses pour qu'ils puissent informer sur la durabilité des produits.

Réduire les déchets issus de la consommation

De nombreux répondants conseillent de favoriser le retour des consignes pour le verre, de développer les défis territoriaux « zéro déchet » en conjuguant sensibilisation, créativité, entraide et convivialité, ainsi que la vente en vrac. De plus, plusieurs internautes proposent de créer un site de « petites annonces » réservé aux entreprises proposant leurs déchets ou co-produits. En complément, d'autres mesures sont mentionnées : interdire les emballages non recyclables, instaurer une taxe sur les produits peu ou non recyclables, introduire la recyclabilité parmi la liste d'aspects environnementaux mis en avant dans les normes environnementales (notamment ISO 14 001), améliorer l'accès et le fonctionnement des déchetteries (horaires d'ouverture élargis, types de déchets acceptés (autoriser les pneus, accessoires automobile,...), et enfin mettre en place le tri sélectif dans tous les établissements publics.

Favoriser le partage et l'emprunt

Certains internautes proposent de créer des systèmes d'emprunt ou de partage d'objets, d'outils et de matériaux, via la création de lieux dédiés, par exemple en encourageant les mairies à construire un lieu de stockage de matériel commun au quartier ou au bâtiment, et en favorisant les lieux dédiés existants comme les ressourceries (en augmentant leurs aides financières via l'écotaxe et les contrats aidés). Afin de réduire les achats de produits neufs, quelques répondants suggèrent d'augmenter le taux de TVA sur ces produits. En parallèle, les échanges directs entre voisins sont également promus dans les réponses, notamment via des étiquettes collées sur les boîtes aux lettres avec pictogrammes des objets que l'on propose de prêter ou louer, ou encore l'organisation d'une journée par mois ou d'une semaine par an où les citoyens pourraient déposer devant chez eux les objets dont ils n'ont plus l'usage, que leurs voisins pourraient récupérer librement, le reste serait collecté au terme de l'évènement par des associations ou le service de gestion des déchets.

3. Améliorer le bilan de gaz à effet de serre des produits de consommation

Idée la plus partagée : **Améliorer l'offre et l'accessibilité des produits locaux et des produits éco-conçus**
(350 occurrences)

Quelques idées ponctuelles :

- **Abolir l'usage énergétique des hydrocarbures (les utiliser seulement en matières premières industrielles)**
- **Établir des rayons dédiés aux produits fabriqués en France ou en Europe dans les magasins**
- **Repenser le local à l'échelle du bassin de vie plutôt qu'à l'échelle du pays dans les régions limitrophes**

De nombreux répondants portent une attention particulière à l'origine des produits et demandent par conséquent des *garanties sur la mention « produit en France »* (300 occurrences) et une *distinction des lieux d'approvisionnement, de fabrication et de conditionnement* sur les étiquettes des produits (330 occurrences). Beaucoup souhaitent également une obligation d'afficher l'efficacité énergétique des produits, à l'aide de classes énergétiques ou de codes couleurs. Le levier économique est mis en avant dans les réponses, via des demandes de hausse des prix des produits bas de gamme trop énergivores (200 occurrences), de baisse de TVA pour les produits éco-conçus, locaux ou basse consommation, et de suppression de l'exonération de la taxe carbone sur le transport routier pour améliorer la compétitivité des produits locaux. Certains internautes suggèrent la mise en place d'une taxe carbone à échelle européenne. De plus, plusieurs répondants proposent d'interdire l'utilisation d'un matériau lorsque son équivalent biosourcé et/ou biodégradable existe. Pour mieux sensibiliser les consommateurs, certains répondants suggèrent de communiquer davantage sur les emballages écologiques, sur le bilan carbone des produits et de la livraison lors d'achats sur internet, de chiffrer les économies réalisables à l'achat de produits à longue durée de vie, de communiquer sur leurs avantages, de leur dédier un secteur dans chaque magasin, et enfin d'élargir leur gamme.

4. Améliorer la gestion et le traitement des déchets

Idée la plus partagée : **Homogénéiser les critères de recyclage sur tout le territoire** (120 occurrences)

Quelques idées ponctuelles :

- **Verbaliser de manière efficace le fait de jeter des déchets sur la voie publique**
- **Développer le recyclage rémunéré via des bornes de dépôt d'objets contre des centimes d'euros**

C'est déjà en place :

Mettre des amendes élevées pour punir les décharges sauvages et interdire de brûler les surplus de production dans les usines, selon l'Article L173-1 du Code de l'Environnement

Deux demandes ressortent dans les réponses : rendre obligatoire la récupération des emballages par les magasins, et améliorer la visibilité des points de recyclage. Par ailleurs, certains internautes proposent d'obliger les industriels à mettre directement le logo de la poubelle de la bonne couleur sur l'emballage du produit, ainsi que de renforcer l'obligation de tri des 5 flux en imposant des amendes en cas de non-respect.

5. Autres remarques

Selon de très nombreux répondants, les groupes d'intérêts constituent un obstacle au changement de mode de consommation des Français, ils demandent par conséquent de lutter contre ces lobbys (1 700 occurrences tous secteurs confondus), mais également contre le « greenwashing » via un organisme de contrôle de la publicité. Ils proposent également de créer un moteur de recherche des solutions écologiques de proximité aux différentes situations du quotidien.

VI. Sélection d'éléments remarquables pour l'éducation – la sensibilisation

Idée la plus partagée : **Sensibiliser à l'environnement dès la petite enfance par des expérimentations concrètes, en augmentant le nombre d'ateliers de bonnes pratiques écologiques et de sorties dédiées** (500 occurrences)

Quelques idées ponctuelles :

- **Pratiquer le tri, le compostage et autres gestes écologiques dans les établissements accueillant des enfants**
- **Subventionner les écoles dites « alternatives » ayant notamment une approche axée sur l'écologie**
- **Communiquer davantage sur le fait que nos achats conditionnent notre façon de produire**
- **Aborder davantage les problématiques environnementales pendant la Journée Défense et Citoyenneté**

C'est en cours de réalisation :

Intégrer un cours d'éducation civique et environnementale obligatoire dans les programmes scolaires (1800 occurrences), le Ministère de l'Éducation a d'ores et déjà fourni des ressources pour les enseignements et est en cours de généralisation de l'Éducation au Développement Durable

Beaucoup d'internautes suggèrent de sensibiliser aux problématiques environnementales et à la sobriété en organisant des journées à thème, comme les journées sans voiture ou sans ordinateur, et de communiquer a posteriori sur les gains écologiques réalisées grâce à ces événements. Certains répondants proposent d'inciter les citoyens à relever les infractions au Code de l'Environnement et à les dénoncer, et d'intégrer la maîtrise du carbone dans les programmes d'enseignement.

À noter l'importance de la thématique de la confiance : beaucoup d'internautes aspirent à être mieux informés en tant que consommateurs et ils pointent la question critique de la crédibilité de ces informations potentielles. Ils souhaitent qu'une attention soit portée sur la lutte contre les groupes d'influences et que l'information soit contrôlée par des tierces personnes de confiance.

L'interpellation des internautes sur la confiance porte également sur la parole publique et la capacité à concrétiser les décisions prises pour le climat tant au niveau international (Accord de Paris, COP) que national. À ce titre, la nécessité de prévoir des actions correctives en cas de non atteinte des objectifs de la SNBC est citée.

VII. Sélection d'éléments remarquables pour la SNBC

Idée la plus partagée : **Améliorer la communication autour de la SNBC** (130 occurrences)

Quelques idées ponctuelles :

- **Mettre à disposition des citoyens des outils d'information (livret téléchargeable, site internet...) sur la transition écologique, ses problématiques et leurs possibilités d'agir, sur la base de vidéos, textes et illustrations facilement compréhensibles**
- **Prévoir des actions correctives en cas de non atteinte des objectifs de la SNBC**

C'est en place : Une **plaquette téléchargeable grand public, synthétique et vulgarisée, résumant la SNBC** est disponible sur le site du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, et sera actualisée et diffusée lors de la révision de la SNBC début 2019

Contenu. Certains internautes suggèrent d'améliorer la lisibilité de la SNBC, et de clarifier l'appellation « bas-carbone », dont le lien avec le changement climatique ne paraît pas évident pour tous.

Participation du public à la révision. Dans l'ensemble, les internautes ont manifestement accueilli favorablement cette concertation et certains demandent une *plus large diffusion* de ce type de concertations à l'avenir, pour atteindre plus de citoyens.